

**Objet : Réglementation de la circulation et du stationnement – Chemin des Cerves**

**Le MAIRE DE SAINT-BERNARD**

VU le Code Général des Collectivités Locales, notamment ses articles L 2212.1, L 2212.2, L 2212 .3, L 2213.1  
VU le Code la Route,  
VU le Code de la Voirie routière,  
VU le Code pénal notamment son article R 610.5,  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi 83-8 du 7 janvier 1983.  
VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,  
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8è partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,  
VU le règlement général de voirie du 5 juillet 1965 relatif à la conversion et à la surveillance des voies communales,  
**VU la demande de l'entreprise MASSOT TP, 1535 route de la Frazé – 01990 BANEINS, en date du 12 mars 2026, pour réglementer la circulation et le stationnement sur le lieu de travaux de réalisation d'une entrée charretière et de travaux de terrassement.**

**CONSIDERANT** que des accidents pourraient se produire si la circulation et le stationnement n'étaient pas réglementés, et la nécessité donc de réglementer la circulation et le stationnement pendant la réalisation de ces travaux,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 – Pour permettre la réalisation d'une entrée charretière et de travaux de terrassement, le stationnement sera interdit au droit des travaux (sauf véhicules de chantier) et la largeur de la chaussée sera rétrécie au niveau du numéro 47 chemin des Cerves, signalée par un dispositif adapté, du vendredi 13 mars au vendredi 20 mars 2026 de 8h à 18h.**

**ARTICLE 2 –**L'entreprise MASSOT TP chargée des travaux, qui aura sous sa responsabilité le maintien de la propreté de l'espace public pendant toute la durée des travaux.

**ARTICLE 3 –** La signalisation de la présente réglementation et de la protection du chantier sera mise en place et déposée par l'entreprise MASSOT TP chargée des travaux, qui aura sous sa responsabilité le maintien de la sécurité sur le chantier pendant toute la durée des travaux.

**ARTICLE 4 –** Selon les conditions de déroulement de ces travaux et de leur avancement, cette réglementation pourra être levée préalablement à son expiration.

**ARTICLE 5 –** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur, dans la commune de St Bernard, ainsi qu'au droit des travaux concernés par cet arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- L'entreprise MASSOT TP
- Le service d'enlèvement des déchets de la CCDSV
- Monsieur le Capitaine commandant le Groupement de Gendarmerie de TREVOUX,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de TREVOUX,

Fait à SAINT-BERNARD, le 12 mars 2026

Publié le 12 mars 2026

Bernard REY  
Maire de Saint-Bernard

